

Former sans exclure

Manifeste 2005

« Toute personne a droit à l'éducation. »
(Déclaration universelle des droits de l'homme)

Nos enfants vont à l'école durant neuf ans au moins. Hélas, tous n'y acquièrent pas les savoirs et savoir-faire nécessaires pour entrer activement dans la vie d'adulte. À 15 ans, à Genève, un-e jeune sur cinq ne maîtrise pas assez la langue écrite pour connaître ses devoirs de citoyen-ne et exercer ses droits.

C'est aussi injuste qu'absurde. Une société démocratique ne peut se permettre d'exclure de la citoyenneté, de l'emploi et de la participation à la culture une fraction aussi importante de la population. C'est une question de paix et de prospérité, de justice et de solidarité. Pour lutter contre la fracture sociale, il est d'intérêt général d'élever le niveau de formation de toutes et tous, de mettre l'échec scolaire en échec. Impossible ? Non. De nombreuses études l'attestent : une plus grande égalité des résultats est non seulement compatible avec un niveau général élevé, mais elle en est même une condition.

C'est pourquoi nous voulons une école fondée sur trois principes :

Garantir une culture de base : L'école doit permettre à tous les élèves d'acquérir des savoirs solides, le sens des responsabilités et de la solidarité. C'est la condition d'une réelle égalité des chances à l'entrée dans la vie adulte et la voie d'accès à la citoyenneté, l'autonomie, l'emploi, la formation tout au long de la vie.

Affirmer l'éducabilité de tous : Les enfants sont différents, mais tous peuvent acquérir cette culture de base, à condition que l'école tienne compte de leurs ressources et de leurs besoins, qu'elle pratique une pédagogie rigoureuse, différenciée, active, soucieuse de faire dialoguer les cultures et de donner du sens aux apprentissages.

Exclure l'exclusion : Tout au long de l'école obligatoire, l'effort doit porter sur les apprentissages et non sur la sélection. L'évaluation doit aider à apprendre et informer élèves et parents de la progression de chacun vers les objectifs. Elle ne doit ni classer, ni marginaliser, ni surtout humilier. Il faut donc viser une école pour tous, organisée en étapes pluriannuelles, sans sélection ni filières séparées.

Comment réussir ces changements ? L'éducation doit être une priorité pleinement assumée par la collectivité. L'école genevoise a besoin d'une politique courageuse, qui se donne les moyens de ses ambitions. Une politique qui soutienne, coordonne et évalue les initiatives de terrain, en combinant tradition et innovation au lieu de les opposer. Cela implique la participation des parents, des élèves, des enseignant-e-s et de leurs associations. Cela exige aussi des équipes de professionnel-le-s hautement qualifié-e-s, le contrôle des effets de la formation et l'usage critique de la recherche en éducation.

L'école genevoise n'est pas aussi juste et efficace qu'elle le pourrait, qu'elle le devrait. En guise de solution, une initiative populiste propose de tout bloquer, de maintenir la sélection, de figer l'institution dans des certitudes dont on constate pourtant les limites.

Nous nous rassemblons aujourd'hui pour dire simplement notre conviction :
il existe une alternative au fatalisme et à l'exclusion.

Genève, le 2 mai 2005 | www.manifeste2005.org